

FAITS SAILLANTS (4 juin 2021)

- Le débordement des eaux du lac Tanganyika a durement affecté trois des cinq communes de la province de Rumonge
- Le sous-financement du Plan de réponse humanitaire (HRP) 2021 impacte négativement les efforts des partenaires
- Plus de 4 800 personnes ont été testées positives à la Covid-19 depuis le début de la pandémie



Une jeune fille s'apprête à puiser l'eau stagnante des inondations causées par la montée des eaux du lac Tanganyika. Crédit photo : OCHA Burundi/A.Ndayiragije

CHIFFRES CLÉS**12,6M**

Population totale

2,3M

Pers. ayant besoin d'une aide humanitaire

1,06M

Personnes ciblées en 2021

580K

Personnes assistées en 2020 (65,5%)

2M

Personnes en insécurité alimentaire (2021)

109K

Personnes déplacées internes (mars 2021)

4861

Cas confirmés de Covid-19 (au 2 juin)

6

Décès liés à la Covid-19 (au 2 juin)

FINANCEMENT (2021)**\$194.7M**

Requis

\$29.9M

Reçu

FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/1039/summary>**CONTACTS****Jutta Hinkkanen**Cheffe de Bureau
hinkkanen@un.org**Camille Marquis**Chargée de l'information publique
camille.marquis@un.org**Annick Ndayiragije**Chargée de l'information publique
annick.ndayiragije@un.org**CONTEXTE** (4 juin 2021)

Le débordement des eaux du lac Tanganyika a durement affecté trois des cinq communes de la province de Rumonge

Depuis le début de la saison des pluies en mars 2021, les eaux du lac Tanganyika n'ont cessé de monter, inondant de nombreux quartiers dans les provinces côtières et provoquant des dégâts matériels et des déplacements importants de personnes.

Les provinces les plus touchées par la montée des eaux sont Bujumbura, Bujumbura Mairie, Makamba, et Rumonge car elles sont situées sur le littoral du lac Tanganyika. La province de Rumonge, qui compte cinq communes (Bugarama, Muhuta, Rumonge, Burambi et Buyengero), a été durement touchée. Trois sur cinq communes qui longent le lac Tanganyika, à savoir Bugarama, Muhuta ainsi que la ville de Rumonge (quartier de Kanyenkoko), ont enregistré des dégâts considérables suite au débordement des eaux du lac Tanganyika. Près de 68 hectares agricoles situés jusqu'à plus de 700 mètres de la zone tampon et se trouvant à proximité du lac ont été engloutis par les eaux, aussi bien dans la ville de Rumonge qu'à Bugarama. L'accès aux parcelles est bloqué par les eaux stagnantes et la jacinthe d'eau qui encerclent les habitations. Certaines infrastructures comme le port de Rumonge et le point d'entrée désigné pour l'isolement et référence des cas suspects présentant des symptômes de la COVID-19 ne se tiennent plus qu'à quelques mètres des eaux. La rivière Murembwe située à Kanyenkoko est sortie de son lit et s'est déversée dans les plantations de palmiers.



Deux enfants jouent dans les eaux stagnantes des inondations causées par la montée des eaux du Lac Tanganyika en commune Bugarama, province de Rumonge © A.Ndayiragije/OCHA 2021

De nombreux dégâts sont à déplorer

Selon les évaluations des dégâts et l'identification des besoins par la plateforme provinciale, 2 217 ménages ont été affectés dont 1 666 ménages déplacés, et plus de 1 600 maisons sont endommagées dans la zone urbaine de Rumonge, notamment dans les quartiers de Teba, de Kanyenkoko et de Nkayamba, mais aussi dans les villages de Magara I, de Magara II, de Cashi, et de Muhuta. Environ 32 ménages de cette zone sont déplacés et hébergés dans un hangar communément dénommé CEMINA. Les autres ménages sont hébergés par des familles d'accueil. Certains ménages de Bugarama et Muhuta sont hébergés dans des familles vivant dans les communes de Kabezi et Rutumo, situées à l'abri des inondations, tandis que d'autres refusent de quitter les zones inondées malgré les multiples appels de l'administration à ne pas rester dans ces zones à risque d'inondations. Ces ménages estiment qu'ils n'ont pas les capacités de survivre ailleurs.

Ces inondations surviennent dans un contexte déjà difficile, marqué par les effets socio-économiques de la COVID-19 et l'augmentation des cas de transmission communautaire. Les déplacements entre les quartiers suite aux inondations pourraient accélérer la chaîne de propagation. En se déplaçant, les familles risquent de vivre dans des sites ayant des espaces très étroits où les mesures préventives contre la COVID-19 peuvent être difficiles à respecter. En outre, cette situation vient éroder les moyens de subsistance de populations déjà vulnérables qui vivaient de la pêche et du commerce de poissons du lac. Les activités commerciales au port de Rumonge qui procuraient à la population de l'emploi ainsi que des recettes à la province tournent au ralenti. Cela risque d'exacerber la précarité et de plonger de nouvelles personnes dans la vulnérabilité. Par ailleurs, les ménages agricoles dont les champs se trouvent près du lac ne pourront plus récolter en juin et dépendront de l'assistance jusqu'à la prochaine récolte de la saison culturale 2022A.

Les zones touchées risquent de connaître une résurgence des épidémies saisonnières de choléra et de paludisme. Il est donc urgent de procéder à une pulvérisation intra-domiciliaire à effet rémanent, de renforcer l'accès à l'eau et à l'assainissement, et d'effectuer une surveillance épidémiologique. De plus, les ménages qui ont été épargnés risquent d'être attaqués la nuit par des animaux aquatiques, certains errant dans les quartiers du fait de la montée des eaux. Par ailleurs,

des parties de la route reliant Rumonge à Nyanza lac (province de Makamba) ont été détruites. Si des solutions durables ne sont pas envisagées pour la réhabilitation de cette route, le transport des marchandises et des personnes restera interrompu sur cet unique axe reliant Bujumbura et la province de Makamba, frontalière à la Tanzanie.

Néanmoins la réponse apportée reste limitée

Une timide assistance humanitaire se met en place à Rumonge. Celle-ci se heurte à un stock limité des acteurs humanitaires. Avec un nombre de victimes qui continue de s'accroître en raison de la récurrence des intempéries en cette grande saison des pluies, d'importantes ressources financières sont nécessaires pour maintenir la couverture de ces besoins. Le 22 avril, 234 ménages ont reçu une aide alimentaire composée de denrées (maïs et huile) et de transferts monétaires (Cash). Le groupe sectoriel des abris et articles non alimentaires a remis aux mêmes ménages des kits composés d'articles de cuisine, ainsi que de trois nattes, deux couvertures, trois moustiquaires, deux bidons (de 10 et de 20 litres d'eau), deux seaux d'eau de 20 litres chacun, et 24 morceaux de savon. UNICEF a organisé la remise de kits scolaires à 630 écoliers affectés de Rumonge, alors que ces kits n'étaient destinés qu'à couvrir les besoins de 200 écoliers. La Plateforme des intervenants en Psychosocial et en Santé Mentale (PPSM) provinciale de Rumonge a distribué 153kg de farine pour bouillie, 119 habits complets pour les enfants de moins de 5 ans, 90 pullovers contre le froid pour les enfants de 5 ans, et plus de 41 pagnes pour les femmes.

L'administration a mis en place d'autres activités de réponse d'urgence, visant notamment à sensibiliser la population vivant sur les rives du lac pour les encourager à déménager dans d'autres lieux moins exposés. Elle mène également des actions dans le but de mettre à la disposition des sinistrés ayant perdu leur abri un site pour leur relocalisation. Le site de Makombe s'étend sur une superficie de 84,4 ares avec une capacité d'accueil de 1000 personnes. Cependant, il est en mauvais état et ne peut pas accueillir les déplacés en raison de l'usure des tentes, du mauvais état des latrines et de problèmes en matière d'approvisionnement en eau ne permettant pas de bonnes conditions d'hygiène. L'administration fait appel à la générosité des partenaires pour sa réhabilitation.

Pour faire face à la montée des eaux et aux inondations qui vont continuer à sévir dans les années à venir en raison des effets du changement climatique observé dans toute la corne de l'Afrique et en particulier au Burundi, les autorités du pays, avec leurs partenaires techniques et financier de développement, devront envisager des solutions plus durables, par exemple en construisant des systèmes de rétention d'eau des bassins-versants pour limiter la quantité de déchets charriés par l'érosion vers le lac Tanganyika. En effet, une des hypothèses avancées sur les causes de la montée des eaux du lac est liée aux alluvions et aux quantités importantes de terre venant des montagnes surplombant la ville et qui se jettent dans le lac. Ce phénomène serait exacerbé par la surexploitation des ressources naturelles dans les bassins versants du lac Tanganyika, provoquant l'érosion des sols et par conséquent un déversement important lorsque ces zones enregistrent de fortes précipitations. Si le fond du bassin est rempli de déchets, l'eau du lac va inévitablement monter et conquérir d'autres espaces. Les espèces aquatiques seront elles aussi menacées par ces déchets. Une autre hypothèse serait que les eaux du lac ne peuvent plus s'évacuer en raison du débordement de l'exutoire du lac, la rivière Lukuga en République Démocratique du Congo (RDC). Les eaux risquent de continuer à monter jusqu'à la fin de la saison des pluies prévue à la mi-mai, et avec une nappe phréatique pleine, les eaux prendront du temps à s'infiltrer dans les zones inondées.

CONTEXTE (4 juin 2021)

Le sous-financement du Plan de réponse humanitaire (HRP) 2021 impacte négativement les efforts des partenaires

À la fin du premier trimestre 2021, moins de 15% des fonds requis par le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2021 ont été reçus sur un total de US\$ 195 millions sollicités par les acteurs humanitaires pour la mise en œuvre de leurs projets. Ce manque de financement a des conséquences directes sur les interventions d'assistance d'urgence prévues et un impact

néfaste sur les conditions de vie des populations vulnérables. Selon l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) pour le Burundi, publié en mars 2021, 2,3 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et de protection au Burundi en 2021. Parmi elles, 1,06 million de personnes présentent des besoins aigus liés à leur survie physique et mentale et sont ciblées par le HRP.

L'outil de suivi périodique de la réponse humanitaire (janvier-décembre 2020), indique qu'à la fin du mois de décembre 2020, à travers les interventions dans le plan de réponse humanitaire, les acteurs humanitaires ont assisté 524 708 personnes (65,5% de la cible) avec un soutien financier rapporté de 45,2% du total requis. Les financements reçus en dehors de l'outil de suivi de financement (FTS) ont contribué à la réalisation de cette performance.

En 2020, dans le secteur de la sécurité alimentaire par exemple, environ 410 750 personnes en besoin d'assistance alimentaire ont reçu une assistance en vivres et/ou en cash inconditionnel et 53 030 familles ont bénéficié d'intrants agricoles pour la réhabilitation des moyens d'existence. Malgré le faible financement (69% du total de US\$32,4 millions requis), à peine supérieur à la moitié de l'enveloppe nécessaire, le secteur a atteint 95% de la population cible. Ceci s'explique par le fait que la couverture de la ration a été réduite, impactant ainsi la qualité de la réponse. En effet, des personnes qui devaient recevoir trois vagues d'assistance (prévues par le HRP) ont finalement reçu une ou deux vagues d'assistance, d'où un taux de couverture des bénéficiaires plus élevé que celui des ressources distribuées.

« Si le sous-financement persiste cette année, 737 000 personnes risquent de basculer d'une situation d'insécurité alimentaire modérée à sévère pendant la saison agricole 2021A en cours », préviennent les agences humanitaires. La résilience de la population sera davantage mise en danger.

En ce qui concerne l'éducation, sur les 67 000 personnes ciblées en 2020, le secteur a pu assister 39 476 filles et garçons en âge scolaire, dont l'âge est compris entre 3 et 16 ans (soit 59% de la cible). À la suite de catastrophes naturelles en 2020, 750 salles de classe étaient identifiées comme dans le besoin d'être réhabilitées et seules 94 ont été réhabilitées et équipées en 2020. De manière globale, la réponse apportée a été bonne et appréciée par les bénéficiaires bien que les besoins des enfants n'ont pu être comblés en totalité.

En 2021, le manque de financement de la réponse humanitaire risque d'avoir un impact néfaste sur les personnes vulnérables, en particulier sur les populations touchées par les désastres naturels comme la montée des eaux du lac Tanganyika, sur les réfugiés burundais rapatriés de Tanzanie, du Rwanda et de République Démocratique du Congo et les communautés de retour, ainsi que sur les réfugiés congolais vivant dans différents camps à l'Est du pays.

Selon le HRP publié en mars 2021, si les acteurs humanitaires ne répondent pas cette année :

- La sécurité alimentaire de 737 000 personnes vulnérables, y compris les PDI et les rapatriés, sera négativement affectée;
- Plus de 541 000 personnes vulnérables, y compris les PDI et les rapatriés verront leur survie et conditions de vie durablement affectées par un accès insuffisant aux sources d'eau potable et aux infrastructures d'hygiène et d'assainissement;
- Plus de 298 000 personnes, y compris les PDI, les rapatriés et les communautés hôtes, n'accéderont pas aux services des acteurs humanitaires pour la prévention et la prise en charge des violations de leurs droits;
- Plus de 269 000 personnes seront privées de soins de santé entraînant un risque de propagation des maladies à potentiel épidémique;
- Environ 204 000 enfants filles et garçons et 66 000 FEFA malnutries aiguës, y compris les rapatriés et PDI, n'auront pas accès aux services de prise en charge de la MAG et 260 000 enfants ne bénéficieront pas des services de dépistage et de prévention de la malnutrition;

- Plus de 177 000 personnes dont les victimes de catastrophes naturelles et rapatriés n'auront pas accès aux abris d'urgence, à un habitat digne et sécurisé ainsi qu'aux articles non alimentaire;
- Plus de 151 000 filles et garçons verront leur droit à accéder à l'éducation compromis.

CONTEXTE (4 juin 2021)

Plus de 4 800 personnes ont été testées positives à la Covid-19 depuis le début de la pandémie

De mars 2020 (date à laquelle le premier cas positif a été testé) au 1er juin 2021, le Burundi a enregistré 4 844 cas positifs de contamination à la COVID-19. On note une augmentation importante du nombre de cas testés positifs depuis le mois de janvier 2021. En effet, 4 018 cas (83%) ont été notifiés depuis le début de l'année 2021 (5 mois) alors que 826 cas (17%) avaient été notifiés de mars à décembre 2020 (9 mois). L'augmentation du nombre de nouveaux cas testés positifs depuis le mois de janvier 2021 est également liée à l'augmentation du taux de dépistage, avec un taux moyen hebdomadaire de 9 tests pour 10 000 habitants en 2021, contre 2 tests pour 10 000 habitants en 2020.

En outre, on note une augmentation importante du nombre de cas de transmission locale, qui a été multiplié par huit, passant de 494 cas transmis localement fin décembre 2020 à 4 055 à la fin du mois de mai 2021. Ceci confirme la forte circulation de la Covid-19 au sein de la population. Cette évolution épidémiologique enregistrée depuis janvier 2021, a fait reclasser le Burundi par le Bureau Régional de l'OMS dans la catégorie des pays à « transmission communautaire d'incidence modérée ». En janvier 2021, le Burundi a donc décidé de reconduire la campagne de dépistage de masse au niveau de trois sites : l'hôpital de district Kamenge, l'hôpital de district Ruziba et le centre "Bon accueil" de Bwiza. Les autres mesures de prévention de la Covid-19 incluent la fermeture des frontières terrestres et maritimes à l'exception de la circulation des marchandises, ainsi que le port du masque obligatoire pour les usagers des transports en commun. En avril, la quarantaine pour les voyageurs entrant au Burundi est passée de sept à quatre jours, avec un test obligatoire à l'arrivée à l'aéroport et au troisième jour de quarantaine.

Face à cette situation de résurgence de cas de Covid-19, le Burundi s'est doté, depuis le 13 avril 2021, d'un nouveau plan national de réponse à la Covid-19 sur six mois pour un budget total de US\$66 597 418, actualisé sur la base des résultats de revue intra-action organisée en mars 2021 par le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA, en collaboration avec ses partenaires de réponse à l'épidémie de Covid-19. Parmi les défis identifiés, le Ministère souligne une insuffisance des ressources. Des budgets importants sont requis, pour les activités de logistique (US\$16 millions), de prévention et contrôle des infections (US\$9 millions), de surveillance (US\$4,5 millions), de communication sur les risques et l'engagement communautaire (US\$4 millions) et de laboratoire (US\$3 millions).

Les frontières, les noms ainsi que les descriptions utilisés sur cette carte n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle par les Nations Unies.

<https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burundi>

<https://www.unocha.org/burundi>

<https://www.hpc.tools/plan/721>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

